



SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET DES
INSTALLATIONS CLASSÉES

Affaire suivie par : M. X

Tél. : 03 89

@haut-rhin.gouv.fr

Dossier n°934

DREAL GRAND EST/ UD68

Affaire suivie par M. X

Tél : 03 88

@developpement-durable.gouv.fr

Réf: 0003013111_2025_09_03_UIRE_Suivech_Astreinte

Colmar, le 28 octobre 2025

Notifié par courriel à :

Monsieur le directeur,

Le service des installations classées m'a rendu compte de l'inspection réalisée le 3 septembre 2025 sur votre site situé à Ensisheim (68190) et dont il vous a communiqué une copie du rapport de visite. Celle-ci a été réalisée dans le cadre de l'examen des suites données à l'arrêté de mise en demeure du 16 novembre 2023, lequel a donné lieu à une astreinte administrative par arrêté du 9 janvier 2025.

Au vu des éléments transmis à l'inspection des installations classés par courriers électroniques et des constats réalisés lors de la visite d'inspection du 3 septembre 2025, je considère le retour à la conformité des installations. Les prescriptions portées par mon arrêté de mise en demeure du 16 novembre 2023 sont désormais respectées.

Monsieur le directeur
UNION INVESTMENT REAL ESTATE FRANCE
112 avenue KLEBER
75116 PARIS

Dans ces conditions, il est procédé à la liquidation totale de l'astreinte imposée par mon arrêté du 9 janvier 2025 prescrivant une astreinte journalière pour un montant de 2 900 euros établi au regard de la date de notification de mon arrêté d'astreinte le 9 janvier 2025 et des dates de retour en conformité suivantes :

- article 1 : 20 janvier 2025 (courriel à l'inspection) ;
- article 2 : 25 novembre 2024 (compte-rendu de vérification annuel du sprinklage) ;
- article 3 : 6 mai 2025 (PV de réception du dispositif de détection incendie dans les bureaux).

Vous trouverez ci-joint un projet d'arrêté portant liquidation totale de cette astreinte journalière. Un délai de 15 jours, à compter de la réception de la présente, vous est accordé pour faire valoir vos observations écrites sur ce projet d'arrêté. Vous pouvez, le cas échéant, vous faire assister par un conseil ou être représenté par un mandataire de votre choix. Sans observations de votre part, je prendrai les mesures prévues à l'issue de ce délai de 15 jours.

Je vous prie d'agréer, monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Le préfet
pour le préfet et par délégation
le sous-préfet, directeur de cabinet,
secrétaire général suppléant

SIGNÉ

Thomas DIMICHELE